

LA MARCHÉ DE MACRON SOUS HAUTE SURVEILLANCE

L'exécutif jauge les élus
susceptibles d'emboîter le pas
à l'ex-locataire de Bercy.

Après les frondeurs, les lâcheurs ? Une vingtaine de parlementaires seraient déjà franchement engagés derrière **Emmanuel Macron** selon ses proches, tandis qu'une vingtaine d'autres se montreraient intéressés. De quoi inquiéter l'exécutif qui, après la sécession des frondeurs, redoute la désertion de son aile réformiste fin sep-

tembre, date de la rentrée parlementaire. Une note qui a atterri sur le bureau de **François Hollande** au lendemain de la démission du ministre, tente d'évaluer les cinquante nuances de soutiens à **Emmanuel Macron**. Rédigée par un conseiller ministériel, elle relativise le nombre d'élus prêts à rallier l'ex-banquier. Certes, ce dernier s'appuie sur un noyau dur composé des députés **PS**, **Christophe Castaner**, rapporteur de la loi Macron, d'**Arnaud Leroy** et **Jean-Jacques Bridey**, considérés par l'exécutif comme des aventuriers n'ayant rien à perdre.

Le soutien de **Richard Ferrand** est également jugé inconditionnel, même si ce dernier devrait perdre la présidence du groupe PS à la région Bretagne, selon l'état des lieux. Au Sénat, des poids lourds comme **Gérard Collomb** (PS), ou l'ex-secrétaire d'Etat **Nicole Bricq** (PS) ont déjà franchi le Rubicon. Mais le pointage

gouvernemental insiste sur ceux qui ont fraîchement accueilli le départ du ministre de Bercy. C'est le cas de **Pascal Terrasse**, qui sera présent au théâtre du Rond-Point le 8 septembre pour soutenir François Hollande, et du député **Jean Launay** (PS), qui vise toujours la questure de l'Assemblée nationale qu'il avait raté en 2012. La prudence de **Jean-Pierre Sueur**, vice-président de la commission des lois au sénat, a également été accueillie avec soulagement, comme les déclarations de soutien plus timides qu'auparavant de la député **Corinne Erhel** (PS). Même le silence de certains députés de gauche (**Patrick Vignal**, **Jean-Yves Cautlet** ou **Joël Giraud**) a été interprété par l'exécutif comme un bon présage : les investitures PS pour 2017 seront accordées d'ici la fin de l'année, le temps de voir pour les députés, sondages à l'appui, si le jeu en vaut la chandelle. ●